

"Cette rencontre a contribué dans une large mesure à faire participer pleinement les pays en développement au succès du présent cycle qui, nul doute, stimulera le commerce mondial et alimentera la croissance économique", a indiqué M. Crosbie.

À la réunion, le ministre Crosbie a fait valoir la position du Canada dans quatre domaines clés: l'agriculture, l'accès aux marchés, les règles relatives à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), et les "nouveaux thèmes" abordés dans le cadre du GATT, à savoir les services, les mesures concernant les investissements et liées au commerce (TRIM) et les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (TRIP).

Agriculture

En ce qui concerne l'agriculture, M. Crosbie a indiqué que le Canada et ses partenaires du Groupe de Cairns des exportateurs agricoles travaillent ferme à élaborer un projet de réforme détaillé. M. Crosbie et les autres ministres du Groupe se réuniront en Thaïlande la semaine prochaine pour finaliser ce projet.

M. Crosbie a par ailleurs rappelé qu'à Genève en avril dernier, la réunion du Comité des négociations commerciales, qui a complété l'examen à mi-parcours entrepris à Montréal quatre mois plus tôt, a convenu que l'objectif à long terme consiste à établir un système de commerce des produits agricoles qui soit à la fois équitable et conforme à la logique du marché. Cette victoire a été remportée de haute lutte.

"Nous savons que le présent cycle de négociations ne pourra venir à bout de toutes les distorsions et restrictions commerciales, mais nous devons tenir notre engagement commun de faire des progrès notables en ce sens", a indiqué M. Crosbie à ses collègues.

Le Ministre a ajouté que les nouvelles règles du GATT devront continuer de soutenir les politiques nationales qui contribuent à empêcher les excédents de production.

M. Crosbie a insisté sur le fait qu'il faut mettre un terme aux effets dévastateurs des subventions à l'exportation. Il a en outre précisé que l'amélioration de l'accès aux marchés ne sera ni crédible ni soutenable si elle ne s'accompagne pas d'une concurrence plus équitable, et que les nouvelles règles commerciales doivent être exécutables et libérer le monde de la menace constante d'une action unilatérale.